

Afrique du Sud : les terres bientôt redistribuées au profit de la majorité noire

@rib News, 28/02/2018 Source AFP Le Parlement sud-africain a donné mardi le coup d'envoi d'une réforme de la Constitution pour autoriser l'expropriation sans compensation des terres agricoles au profit de la majorité noire, un sujet très sensible qui agite la vie politique du pays. [Photo : le dirigeant de l'EFF, Julius Malema, qui a présenté le texte.]

A une très large majorité, les députés ont adopté une motion mettant en place une commission chargée de réviser cette fin l'article 25 de la loi fondamentale d'Afrique du Sud. Ce texte était défendu par le bouillant chef des Combattants pour la liberté économique (EFF, gauche radicale) Julius Malema. "Le temps de la réconciliation est fini. L'heure de la justice a sonné", a lancé M. Malema dans l'hémicycle, "nous ne cherchons pas la vengeance (...) nous voulons retrouver notre dignité". Près d'un quart de siècle après la chute de l'apartheid, la question de la redistribution des terres reste très controversée. Comme le reste de l'économie, l'agriculture reste largement aux mains des Blancs, qui détiennent 73% des terres contre 85% à la fin du régime raciste, selon une récente étude. Souvent, la redistribution se solde par un échec. Les nouveaux propriétaires sont contraints de jeter l'éponge, incapables d'assurer la rentabilité de leur exploitation par manque de formation, de moyens ou d'accès aux marchés. Depuis plusieurs années, M. Malema exhorte vigilement ses troupes à "s'emparer des terres". Ces propos lui ont valu autant de poursuites devant les tribunaux pour "incitation à l'effraction". Il n'a toutefois pour l'heure pas été condamné. Son texte a obtenu mardi le soutien du Congrès national africain (ANC) au pouvoir, qui détient la majorité absolue au Parlement. Conformément à ce qu'a souhaité le dernier congrès de l'ANC qu'il préside, le nouveau président Cyril Ramaphosa a promis une réforme agraire destinée à "panse les plaies du passé et à accélérer la redistribution de la terre aux Sud-Africains noirs". "Nous autoriserons ce problème (...) d'une manière qui ne portera pas atteinte à l'économie", a-t-il précisé la semaine dernière, "nous n'autoriserons pas des interventions s'apparentant à du vol (...) nous ne ferons pas les erreurs que les autres ont commises". Au Zimbabwe voisin, l'ex-président Robert Mugabe a lancé dans les années 2000 une réforme agraire fondée sur l'expropriation brutale des fermiers blancs. Elle a plongé le pays dans une crise économique dont il ne s'est toujours pas relevé. Le principal parti d'opposition, l'Alliance démocratique (DA), s'est elle opposée à la réforme, estimant qu'elle "met sérieusement en danger l'économie nationale".

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});